

Du « lac russe » au « lac OTAN » ? Enjeux géostratégiques en mer Noire post-Crimée

*Louis Pétiniaud*¹

Depuis la fin des années 2000, la Russie est unanimement considérée comme de retour sur la scène internationale. Ce retour s'illustre notamment, pour les dirigeants russes, dans la contestation d'un ordre mondial régi par les puissances occidentales, en particulier la communauté euro-atlantique. Il s'incarne plus radicalement dans les actions de politique étrangère et militaire entreprises depuis lors. À ce titre, l'incorporation de la Crimée en mars 2014 dans la Fédération de Russie a constitué un moment fort de réaffirmation de sa puissance territoriale [Trenin, 2014]. Avec cet ancrage central retrouvé, Moscou a confirmé sa place géostratégique majeure en mer Noire. Le reste du monde s'est immédiatement inquiété de cette rupture de l'ordre postguerre froide en Europe. Cependant, bien que les puissances occidentales aient mis en place des sanctions économiques à l'encontre de la Russie, elles ont *de facto* reconnu à la Russie sa puissance retrouvée et, à long terme, le caractère incontournable de l'acteur russe dans les questions internationales.

En mer Noire, la Russie constitue désormais la puissance régionale dominante, en dépit du contrôle des détroits du Bosphore et des Dardanelles par la Turquie². La remilitarisation de la péninsule de Crimée avance rapidement. Le bail de

Herodote, n° 166-167, La Découverte, 3^e trimestre 2017.

1. Doctorant, Centre de recherches et d'analyses géopolitiques, IFG, Université Paris-VIII.

2. Ce contrôle est établi par la convention de Montreux de 1936, dont les États signataires sont le Royaume-Uni, l'Union des Républiques socialistes soviétiques (ensuite Russie et Ukraine), la Turquie, la Roumanie, la Bulgarie, la Grèce, Chypre (suite à son indépendance en 1969) et l'Australie.

location de la base militaire de Sébastopol à l'Ukraine empêchait explicitement la Russie d'y augmenter ses forces. Désormais, grâce à son contrôle direct, Moscou a prévu d'ici 2020 d'y installer six frégates, six sous-marins et deux corvettes, différentes unités aériennes (chasseurs Su-30, bombardiers Su-34 et Tu-22M) et terrestres³. Cette politique s'inscrit par ailleurs dans la profonde réforme de l'armée russe amorcée en 2008 [Trenin, 2016]. La remilitarisation en cours a un double objectif : le premier est celui d'avoir une force importante et stable en mer Noire, servant principalement de force dissuasive contre la présence de l'Otan. Cela s'est notamment concrétisé par la mise en place d'une zone « *anti-access/area denial*⁴ ». Le second est la possibilité accrue de projection des forces russes, principalement en Méditerranée et, par-là, au Proche-Orient.

L'échec de la stabilisation régionale

Jusqu'en 2014, la mer Noire est un espace maritime parcouru par des lignes de tensions latentes. Elles s'incarnent principalement par, d'une part, ce qu'il est convenu d'appeler la « géopolitique des tubes » et, de l'autre, par les « conflits gelés » qui émaillent son histoire postsoviétique. Ces conflits, à l'image de la stabilité régionale, émanent aussi indirectement des vellétés d'expansion de l'Alliance atlantique [Delory, 2009] et du renouveau de la puissance russe amorcé dans les années 2000. Cependant, l'espace pontique alors ne constitue pas un objet conflictuel entre institutions et États riverains. La période de la guerre froide a certes été marquée par des tensions mais surtout par un *statu quo* régional maintenu par les deux superpuissances. Elles se partagent alors le contrôle des détroits du sud d'un côté, et la maîtrise d'une portion conséquente de territoire, des eaux territoriales et des ports les plus importants de l'autre. Dès le début des années 1990, « l'idée d'une avancée orientale d'une paix démocratique semblait avoir acquis un caractère inexorable » [Maior et Matei, 2005, p. 41]. En dépit des conflits émergents ces mêmes années sur le pourtour maritime, demeure une confiance dans les initiatives de régionalisation institutionnelle de la mer Noire. « Il y avait une croyance répandue dans le fait que [les initiatives de régionalisation en mer Noire] pouvaient contribuer à la stabilité géopolitique en facilitant la collaboration contre l'émergence de nouvelles menaces » [Commission on the Black Sea, 2010, p. 22]. L'émergence

3. Dmitry Gorenburg, « Black Sea Fleet projects power westwards », 20 juillet 2016.

<<https://russiamil.wordpress.com/2016/07/20/black-sea-fleet-projects-power-westwards/>>.

4. Une zone anti-access/area-denial (A2/AD) se définit par l'usage de deux systèmes armés empêchant à la fois l'ennemi d'entrer sur une zone d'opération ou de limiter ses actions dans ladite zone.

de tentatives d'institutionnalisation⁵ devait permettre à la région de trouver son propre équilibre. Elles ont de fait eu pour effet de limiter l'accès de l'Otan à ses rivages [Triantaphyllou, 2016; Shelest, 2016] et de développer des formes de coopération internes. En parallèle d'une multiplication de ces initiatives, des universitaires ou des institutions comme l'Union européenne ont invoqué à l'endroit de cet espace des concepts comme « projet » [Samokhvalov, 2009], « initiative », « complexe sous-régional de sécurité » [Konoplyov et Roslycky, 2009], ou encore « synergie » [Erdogan, 2015]. Parfois remis en question dans leur réalité, notamment pour leur valeur essentiellement performative [Ciuta, 2008], mais aussi dans leur efficacité, ces concepts rencontrent aujourd'hui une obsolescence prématurée.

Des signaux diplomatiques faibles en mer Noire

La réintégration de la Crimée par la Russie a en effet fracturé la situation géopolitique de l'espace pontique. Les États de la région ont réagi de différentes manières. À l'exception de l'Ukraine, les signaux diplomatiques sont restés de basse intensité. La Bulgarie, en dépit de son statut de membre de l'Otan, a adopté une attitude réservée, bien que son président ait dénoncé la position russe vis-à-vis de l'Union européenne en juin 2015. L'élection présidentielle de novembre 2016 a amené au pouvoir Rumen Radev sur un programme impliquant un rapprochement avec la Russie⁶. En Géorgie, les dernières déclarations du Premier ministre du parti Rêve géorgien arrivé au pouvoir en octobre 2016, vont dans le sens d'une amélioration des relations avec Moscou⁷. La Roumanie, sans être clairement hostile à cette récupération russe de la Crimée, a cependant accueilli avec bienveillance l'installation du bouclier antimissile AEGIS⁸ sur son territoire. La Turquie enfin, relève d'une autre problématique : bien plus puissante que les autres États, son jeu

5. Les entreprises de coopération régionale ont en effet été nombreuses et rarement approfondies, qu'elles soient économiques, comme l'Organization of the Black Sea Economic Cooperation (BSEC), ou bien militaires, comme la force conjointe BlackSeaFor ou l'opération *Black Sea Harmony*, toutes mises en place entre 1999 et 2006. D'autres initiatives ont été menées, qui ne concernent qu'une partie des États riverains de la mer Noire.

6. J. Pieńkowski, « The future of Russia-Bulgaria relations after the bulgarian presidential election », *PISM Bulletin*, vol. 82, 2 décembre 2016.

7. P. Shakarian, « What do Georgian elections mean for Moscow-Tbilisi relations ? », *Russia Direct*, 10 octobre 2016.

8. Le système de défense antimissile Aegis, originellement conçu pour des navires, est devenu opérationnel à Deveselu en Roumanie le 12 mai 2016. Piloté par l'US Navy, il complète la couverture antimissile des quatre destroyers basés à Rota, en Espagne, et qui couvrent la Méditerranée et l'Europe du Nord. Un dernier élément de ce système est en construction en Pologne.

de politique étrangère reste multilatéral, que ce soit face à l’Otan ou à la Russie⁹. La présidentialisation du régime de l’AKP pourrait par ailleurs potentiellement apporter certains changements à sa position.

Ces réactions publiques restent néanmoins conjoncturelles, et ne reflètent pas justement la situation de ces États, non plus que leur choix stratégique. Il faut aborder en profondeur la recomposition de ces lignes de tension qui structurent l’environnement stratégique de la mer Noire depuis les événements de mars 2014. Les textes doctrinaires des ministères de la Défense¹⁰ des États concernés apportent à cette fin des données analysables de manière quantitative et qualitative. À travers leur évolution, ce sont les recompositions géostratégiques de l’espace pontique qui se dessinent, non plus en un « projet », mais en un glissement uniforme vers le creuset de l’Alliance atlantique.

L’Otan dans les Balkans : une exigence de sécurité

Une première analyse quantitative sur la proportion d’occurrences de certains mots-clés dans les textes donne à voir une tendance claire. La Bulgarie et la Roumanie font un appel bien plus ferme à l’Otan, dont la proportion d’occurrences augmente largement. Par ailleurs, la proportion d’autres termes démontre également une insistance sur le renforcement des besoins d’alliances, atlantique ou non. L’occurrence des termes « allié » (souvent lié à l’Otan et l’Alliance atlantique) et « coopération » augmente ainsi fortement en Bulgarie entre les textes de 2010 et 2015, respectivement de 25,1 % et 26,31 %. En Roumanie, cette croissance est de 89 % et 51 % entre 2013 et 2015. Cependant, la transition *ante* et *post* Crimée dans les textes ne se traduit pas seulement par une simple augmentation de ces expressions. Elle présente surtout une transformation de la représentation de l’Otan.

La confiance de la Bulgarie envers les institutions occidentales, notamment l’Union européenne¹¹ et l’Otan¹², a largement baissé depuis 2010. Cette année-là,

9. Carole André-Dessornes, « Entretien avec Jana J. Jabbour – analyse du résultat du référendum et de ses conséquences, notamment sur la politique étrangère de la Turquie », *Les Clés du Moyen-Orient*, 20 avril 2017.

10. Compte tenu de la diversité des structures institutionnelles des États en question, les textes divergent également. Ont été choisis, dans la mesure du possible, des textes présentant le double d’intérêt de se répondre entre avant et après mars 2014 d’une part, et de l’autre d’être des textes programmatiques ou du moins présentant des lignes directrices normatives pour une période la plus longue possible.

11. Dans les textes, l’Otan et l’Union européenne sont fréquemment considérées comme des institutions entremêlées.

12. M. Smith, « Most NATO members in Eastern Europe see it as protection », *Gallup.com*, 10 février 2017.

le *Livre blanc* précise que «la probabilité que la Bulgarie soit mêlée à un conflit [entre États souverains], en tant que membre de l'Otan et de l'UE, est négligeable». Les deux institutions sont décrites comme «jouant un rôle important dans la résolution de problèmes internationaux cruciaux¹³». En 2015, dans le texte qui prolonge le *Livre blanc* pour les cinq années suivantes transparaît désormais l'urgence d'un renforcement des forces de l'Otan sur son flanc est, notamment méridional. «L'instabilité des flancs est et sud de l'Otan appelle la mise en place approfondie et immédiate des décisions prises au sommet du pays de Galles. Ainsi, un des éléments de l'exécution des mesures du Readiness Action Plan (RAP)¹⁴ est le déploiement d'une unité d'intégration des forces Otan sur notre territoire en 2015¹⁵.» Le document ne rappelle plus l'improbabilité d'une attaque contre sa souveraineté, mais l'«absence d'indications» d'une telle menace. Pour la Roumanie, le changement est moindre, dans la mesure où l'implication de la Défense roumaine dans l'Alliance a toujours été plus résolue. En témoigne d'ailleurs l'installation du système antimissile AEGIS sur son territoire, qui lui a valu la qualification de «menace claire [pour la Russie]» par un haut dignitaire russe¹⁶. Cependant, les différences de ton sont remarquables. Dans un des rares documents anglophones de la période 2008-2014, *Romanian Defence*¹⁷, centré sur les transformations à tous les niveaux de l'armée roumaine, il est mentionné que, «dans un environnement sécuritaire en constant changement [...], cette transformation était vouée à assurer les capacités nécessaires à promouvoir et protéger les intérêts de la nation contre des menaces actuelles et futures, afin que la Roumanie puisse réaliser ses engagements envers l'Otan et l'UE [...]». En 2015, cependant, on peut lire dans le *Livre blanc* roumain que «la principale garantie de la sécurité de la Roumanie reste l'Otan, dont les mesures et capacités sont fondées sur les principes de solidarité entre alliés et sur leur indivisibilité, sur le maintien d'une alliance transatlantique forte, sur les engagements américains en Europe, et sur le renforcement des partenariats de l'Alliance¹⁸». Qui plus est, et fait rare dans les textes,

13. *White Paper on Defence and the Armed Forces of the Republic of Bulgaria*, 2010, p. 13.

14. Le *Readiness Action Plan* est décrit par l'Alliance comme «le renforcement le plus important de la défense collective de l'Otan depuis la fin de la guerre froide». «[Mis en place en 2014], il s'assure que l'Alliance est prête à répondre fermement et rapidement aux nouveaux défis sécuritaires à l'Est et au Sud», <http://www.nato.int/cps/on/natohq/topics_119353.htm>.

15. *Programme for the Development of the Defence Capabilities of the Bulgarian Armed Forces*, 2015, p. 2.

16. Il s'agit d'Alexander Botsan-Kharchenko, en charge du quatrième département européen du ministère des Affaires étrangères russe. S. Osborne, «Russia calls Romania a “clear threat” and Nato outpost for hosting US missile shield», *Independent*, 9 février 2017.

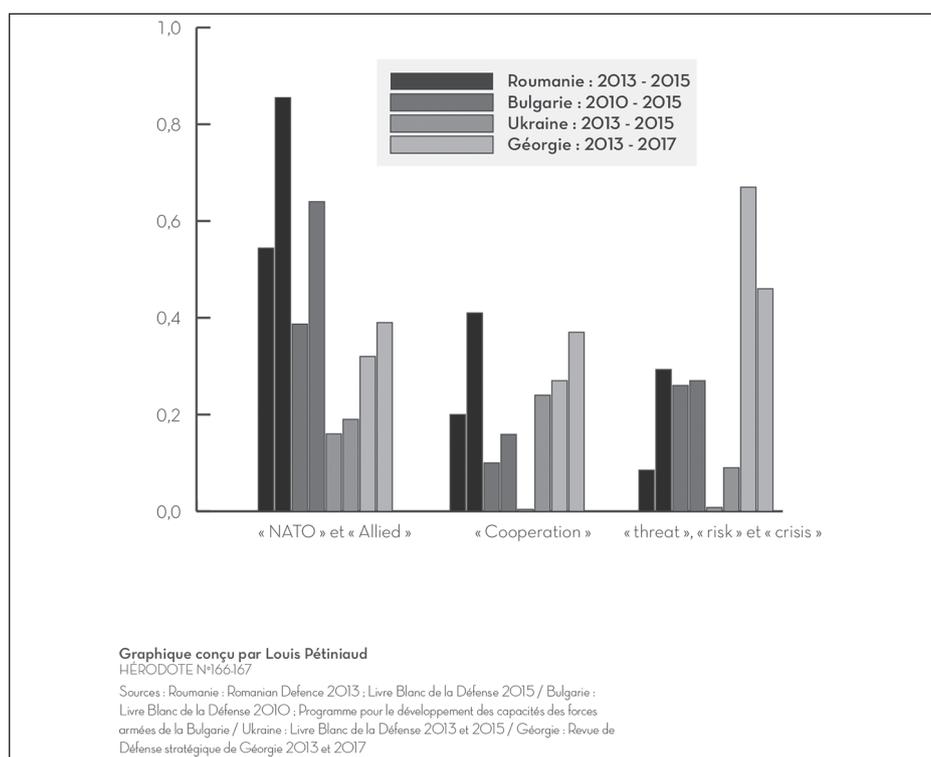
17. Ministry of National Defence, *Romanian Defence*, 2013.

18. *White paper on Defense, Romania*, 2015, p. 11.

la Russie est directement désignée comme « une menace pour les aspirations euro-atlantiques de pays comme l’Ukraine, la Moldavie et la Géorgie¹⁹ ».

La transformation de la définition du rôle de l’Otan varie, mais celle-ci devient de toute évidence un acteur à la fois indispensable et incontournable. Sa nécessité s’inscrit qui plus est dans des textes législatifs voués à être appliqués à moyen terme. Avant la guerre ukrainienne, l’Alliance est une « famille », comparable presque à l’Union européenne, dans sa fonction de représentativité des nations occidentales. Après 2014, elle devient un acteur à part, dont la Bulgarie et la Roumanie font certes partie mais elles montrent surtout qu’elles en ont besoin.

GRAPHIQUE 1. – L’ÉVOLUTION DE MOTS-CLÉS
DANS LES DOCTRINES STRATÉGIQUES



19. *Ibid.*

Les anciennes républiques soviétiques, candidates résolues

L'Ukraine et la Géorgie ont de bonnes raisons de parler de « menace russe ». La Géorgie a connu une guerre rapide mais décisive avec la Russie en 2008, et l'Ukraine se considère en conflit ouvert avec Moscou. Le gouvernement russe réfute néanmoins son implication réelle dans le Donbass et affirme la légalité de la récupération de la Crimée²⁰. Les deux États divergent cependant sur certains aspects. Alors que l'ambition géorgienne d'intégrer l'Otan remonte au début des années 1990²¹, l'Ukraine ne manifeste ce souhait que depuis 2014. Les gouvernements successifs ukrainiens, y compris après la révolution Orange, ont mené une politique étrangère globalement multivectorielle²². Même entre 2004 et 2008, période durant laquelle le président Viktor Iouchtchenko a souhaité s'engager dans l'Otan, la population ukrainienne y est restée très majoritairement opposée²³.

Les textes de défense de ces dernières années reflètent en un sens le même constat que celui fait dans les Balkans. De force militaire importante, l'Otan est devenue la solution pour assurer la stabilité de ces pays, mais aussi leur souveraineté. Elle apparaît aussi être la solution pour la sécurité de l'ensemble de la région pontique. La rejoindre est donc une, sinon « la », priorité. Pour la Géorgie, que ce soit entre les *Livres blancs* de 2013 et 2014²⁴ ou les *Defense Strategic Reviews* de 2013-2016 et 2017-2020²⁵, les occurrences des références à l'Otan et à la coopération augmentent sensiblement. Les changements discursifs ne se limitent plus à l'approfondissement de l'intégration dans les instances euro-atlantiques. Ainsi peut-on voir dans la dernière *Defense Strategic Review* que « le consensus

20. Avant de faire partie de l'Ukraine, la péninsule de Crimée est contrôlée depuis l'impératrice Catherine II par l'Empire russe, puis par l'URSS au sein de la République socialiste fédérative soviétique de Russie. En 1954, elle est intégrée à la République socialiste soviétique d'Ukraine. Après la dislocation de l'URSS, elle demeure intégrée à la nouvelle Ukraine, dont les frontières sont ratifiées par la Russie en 1994.

21. NATO, « Relations with Georgia », 16 juin 2017, <www.nato.int/cps/en/natohq/topics_38988.htm#>.

22. Les gouvernements postsoviétiques de l'Ukraine ont de fait toujours souhaité préserver un équilibre entre un rapprochement avec les institutions européennes et euro-atlantiques et le maintien de bonnes relations, au minimum, avec la Russie.

23. Razumkov Center, « How would you vote if the referendum on Ukraine's NATO accession was held the following Sunday? (recurrent, 2002-2015) », <http://old.razumkov.org.ua/eng/poll.php?poll_id=46>.

24. Les *Livres blancs* géorgiens ne portent pas tant des lignes directrices pour les années à venir que des comptes rendus des activités de l'armée sur l'année passée.

25. Ces revues stratégiques sont en revanche des doctrines militaires applicables sur les trois années à venir.

politique doit être trouvé en Géorgie pour lui permettre une intégration totale dans l'Otan»²⁶. L'Ukraine tient désormais le même discours. Les références à l'Otan dans ses *Livres blancs* de 2013 et 2015 ne sont pas encore très fréquentes, mais elles sont multipliées par deux entre 2011 et 2016 dans les textes sur les stratégies de sécurité nationale. En 2016, il est précisé que « le seul objectif principal de cette réforme militaire est le développement [des forces armées] conforme aux normes et aux critères euro-atlantiques en vue de l'accession à l'Otan²⁷ ». Le changement le plus radical en Ukraine reste dans la doctrine militaire de 2015 la désignation de la Russie comme « principale menace militaire²⁸ ». Pour les quatre États, Ukraine, Géorgie, Bulgarie et Roumanie, dans l'ensemble des textes concernant la Défense et leur armée, on constate l'omniprésence de l'Otan.

L'échec définitif du « lac russe »

Face aux attentes des États de la mer Noire, les textes de l'Otan²⁹ répondent aux inquiétudes régionales. Ainsi, jusqu'en 2013, la Russie est considérée comme un partenaire – certes difficile. La déclaration conjointe des chefs d'État du sommet de l'Otan de 2012 insiste sur le besoin de coopération avec Moscou, car « la coopération Otan-Russie [...] contribue à la création d'un espace commun de paix, stabilité et sécurité³⁰ ». Le ton des déclarations devient péremptoire à son encontre en 2014. Les actions de la Russie sont décrites comme ayant « fondamentalement remis en question notre vision d'une Europe intègre, libre, et en paix³¹ ». Les « appels » ou « invitations » de l'Otan à la coopération de la Russie en 2012 sont devenus en 2014 une « exigence³² » de retrait de ses forces d'Ukraine et à la frontière, mais aussi du respect du droit international. Par ailleurs, la « mer Noire »

26. *Defense Strategic Review of Georgia*, 2017, p. 14.

27. Décret du président de l'Ukraine. À propos de la décision du Conseil national sur la défense et la sécurité nationales d'Ukraine du 20 mai 2016, *Bulletin de Défense stratégique d'Ukraine*, vol. 240, 2016. <<http://www.president.gov.ua/documents/2402016-20137>>.

28. C. Harress, « Ukraine military doctrine declares Russia the enemy and NATO membership a top goal », *International Business Times*, 2 septembre 2015.

29. Les textes de l'Otan étant très nombreux, la sélection a été restreinte aux déclarations officielles des sommets bisannuels de l'Alliance entre 2010 et 2016.

30. *NATO Chicago Summit Declaration Issued by the Heads of State and Government participating in the meeting of the North Atlantic Council in Chicago on 20 May 2012*.

31. *NATO Wales Summit Declaration Issued by the Heads of State and Government participating in the meeting of the North Atlantic Council in Chicago on 05 September 2016*, dernière mise à jour le 26 septembre 2016.

32. *Ibid.*

devient un enjeu qui dépasse la situation ukrainienne. Alors que le terme est jusque-là peu usité, la reconnaissance d'un complexe sécuritaire régional³³ émerge dans la déclaration finale du sommet de 2016 à Varsovie. Certaines réactions de hauts fonctionnaires de l'Otan suggèrent également qu'un retour à la confrontation était inévitable. À propos de la Crimée, l'un d'eux déclarait en juin 2016 : « La seule chose surprenante est à quel point nous sommes surpris³⁴. » Parmi ces officiels, la Russie est considérée comme le même vieil ennemi qu'elle était durant la guerre froide. Que Moscou attaque des bases de l'Otan ou songe à utiliser son arsenal nucléaire est perçu comme une réelle possibilité.

Nonobstant ce changement de discours, les actions de l'Otan ont aussi directement répondu – et avec force – aux inquiétudes en mer Noire. Les exercices conjoints s'y sont multipliés, tout comme sur l'ensemble du flanc oriental, de la Baltique à la région pontique. Des soldats américains ont également été déployés avec, parfois, le matériel le plus en pointe de l'armée américaine. La coopération avec la Géorgie et l'Ukraine s'est fortement amplifiée, sous la forme de deux « packages » d'aide : le *Substantial NATO-Georgia Package* depuis 2015, et le *Comprehensive Assistance Package* pour l'Ukraine depuis 2016. Dans ces systèmes d'aide très diversifiés, l'accent est mis sur l'interopérabilité des armées nationales et de l'Otan, mais la question de l'intégration formelle n'est cependant pas abordée.

Les conséquences régionales surtout sont importantes : outre l'aliénation du peuple « frère » ukrainien, c'est tout l'environnement stratégique de la zone mer Noire qui est devenu davantage défensif et uni à l'encontre de Moscou. La situation géostratégique de la mer Noire répond ainsi de plus en plus aux critères de l'époque de la guerre froide, avec un rapport de forces inversé.

Les transformations du paradigme géopolitique et stratégique de l'espace pontique suite à l'incorporation de la Crimée l'amènent à une plus grande polarisation. Parmi les quatre États les moins puissants des rivages, deux font déjà partie de l'Otan et affirment désormais le caractère indispensable de sa présence dans la région. Les deux autres sont loin d'être intégrés dans l'Alliance, ne serait-ce que parce qu'un des critères d'entrée est l'absence de conflit sur le territoire national. Néanmoins, même l'Ukraine fait désormais partie intégrante des processus de coopération rapprochée. Par ailleurs, ces rapprochements permettent très concrètement un accroissement de la présence euro-atlantique dans la région. La Russie, en mettant la main sur ce « pivot stratégique » qu'est la Crimée, a aussi confirmé la

33. Cette remarque vaut également pour la région Baltique, dont la situation sécuritaire reste cependant très différente.

34. Haut fonctionnaire de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord, juin 2016.

HÉRODOTE

recomposition géopolitique d'un espace qu'elle voit comme sa porte vers l'« océan mondial ».

Les enjeux internes de l'intervention russe

Face au rééquilibrage entraîné par l'incorporation de la Crimée, la question des intérêts russes se pose, et les enjeux internes apportent un autre éclairage. Même auprès de la population russe, le succès de l'opération n'était pas une certitude au moment de la prise de décision. D'ailleurs, en février 2014, soit quelques jours avant l'intervention, les Russes sont globalement réticents³⁵. Par la suite, le prix à payer pour cette incorporation est devenu de plus en plus lourd. La remise sur pied de l'économie, la création des diverses infrastructures de connexion indispensables (commerciales, de communication, énergétiques etc.) sont des processus longs, complexes, mais surtout onéreux. Illustration exemplaire de cette réintégration, la construction du pont sur le détroit de Kertch devait coûter 4 milliards de dollars lorsqu'il a été approuvé par l'assemblée russe en 2014. Ce chiffre n'a cessé de croître, de même que le reste des aménagements à effectuer. Prévu à 3 milliards par an, le prix à payer pour « maintenir et moderniser » la Crimée est passé en 2015 à 4,5 milliards selon les estimations du Kremlin³⁶. Par ailleurs, les sanctions des États occidentaux ont eu des conséquences importantes sur l'économie russe, bien que difficiles à évaluer précisément. Les impacts sont réels sur les possibilités d'investissement en Russie ainsi que pour l'accès de la Russie aux marchés occidentaux. Néanmoins, la Russie et sa population ont insisté à de nombreuses reprises sur leur capacité à leur faire face, et se déclarent d'ailleurs peu touchées par celles-ci. Au niveau national, « trop compter sur les sanctions pour négocier avec la Russie risque d'amoinrir leur efficacité sur le moyen et long terme » [Weiss et Nephew, 2016]. Plus longtemps elles s'appliqueront, plus les mécanismes de résistance élaborés par la Russie seront nombreux et efficaces.

Ainsi, compte tenu des problèmes engendrés par cette réintégration de la Crimée, il faut voir cette manœuvre comme une victoire paradoxale pour la Russie. Elle a été présentée le plus souvent dans les médias russes comme une opération de sauvetage des Russes menacés dans la péninsule par un pouvoir fasciste mis en place par Washington. L'usage de symboles extrêmement puissants comme la Grande Guerre patriotique (Seconde Guerre mondiale), l'héritage de la ville de

35. Le 24 février, 73 % des Russes estiment que « la Russie ne devrait pas intervenir dans le conflit entre le gouvernement et l'opposition en Ukraine, parce que c'est une question interne qui ne concerne que les Ukrainiens ». *Source* : centre Levada.

36. I. Berman, « Paradise lost in Crimea », *Foreign Affairs*, 8 septembre 2015.

Sébastopol, ou le concept civilisationnel de « monde russe » a permis de fédérer avec ferveur la population russe autour de ce « sauvetage ». Les vives critiques à l'égard de l'Otan en Russie ont également servi à justifier l'intérêt géostratégique de cette manœuvre. Pourtant présentée comme une variante d'« ingérence humanitaire », l'intrusion russe est davantage un coup audacieux d'une partie d'échecs reconnu *a posteriori* comme réussi par la population russe. La cote de popularité du président Vladimir Poutine, qui a crû de 20 % entre janvier et juin 2014³⁷ et s'est confirmée depuis lors, en est la preuve. Cette intervention illustre en effet toute la puissance de la Russie face à ce que sa population voit comme l'ingérence des puissances euro-atlantiques dans sa zone d'influence privilégiée. Après les révolutions de couleur entre 2003 et 2005, soutenues par les pays occidentaux et souvent perçues comme orchestrées par eux, l'intervention russe apparaît comme une nouvelle étape du juste retour de Moscou dans la géopolitique européenne et mondiale. Bien que l'équilibre régional soit de moins en moins en sa faveur, la Russie a obtenu en mer Noire le moyen de mener une politique étrangère et stratégique conforme à ses ambitions.

Bibliographie

- COMMISSION ON THE BLACK SEA (2010), « A 2020 vision for the black sea region ».
- CIUTA F. (2008), « Region? Why region? Security, hermeneutics, and the making of the Black Sea region », *Geopolitics*, vol. 13, n° 1, p. 120-147.
- DELORY S. (2009), « Stabilisation et déstabilisation en mer Noire », in CHATRÉ B. et DELORY S. (dir.), *Conflits et sécurité dans l'espace mer Noire : l'Union européenne, les riverains, et les autres*, Éditions Panthéon-Assas, Paris, p. 293-344.
- ERDOGAN S. (2015), *Black Sea Extroversion at European and International Level*, International Centre for Black Sea Studies Policy Brief, décembre.
- KONOPLYOV S. et ROSLYCKY L. (2009), « Geopolitical dynamics and US interests in the Black Sea region », in CHATRÉ B. et DELORY S. (dir.), *Conflits et sécurité dans l'espace mer Noire*, *op. cit.*, p. 413-442.
- MAIOR G. C. et MATEI M. (2005), « The Black Sea region in an enlarged Europe : changing patterns, changing politics », *Mediterranean Quarterly*, p. 33-51.
- MERABISHVILI G. et KISS A. (2016), « The perception of national security in Georgia », *Lithuanian Annual Strategic Review*, 2015-2016, vol. 14, p. 159-177.
- SAMOKHVALOV V. (2009), « La géopolitique de la région de la mer Noire, enjeux majeurs et acteurs dominants », in CHATRÉ B. et DELORY S. (dir.), *Conflits et sécurité dans l'espace mer Noire*, *op. cit.*, p. 55-78.

37. Centre Levada, « Putin's approval rating », <<http://www.levada.ru/en/ratings/>>.

HÉRODOTE

- SHELEST H. (2016), « What is the future for navy cooperation in the Black Sea ? », *Ukraine Analytica*, n° 3, p. 56-61.
- TRENIN D. (2016), « The revival of the Russian military », *Foreign Affairs*, vol. 95, n° 3, p. 35-41.
- TRENIN D. (2014), « Crimea's choice », *Carnegie Moscow Center*, mars.
- TRANTAPHYLLOU D. (2016), « The empty shell of Black Sea regionalism », *Ukraine Analytica*, n° 4, p. 5-11.
- WEISS A. et NEPHEW R. (2016), « The role of sanctions in U.S.-Russian relations », *Task Force on U.S. Policy Toward Russia, Ukraine, and Eurasia*, Carnegie Endowment for International Peace, 11 juillet.